

Warszawa, dn. 28.04.2025 r.

Narodowy Instytut Polskiego Dziedzictwa Kulturowego za Granicą POLONIKA

ul. Madalińskiego 101

02-549 Warszawa

e-mail: kontakt@polonika.pl

T: (+48 22) 270 14 66

DEMANDE D'OFFRE

Nous invitons les Architectes du Patrimoine, diplômés de l'École de Chaillot et exercent la maîtrise d'œuvre, à soumettre une offre de prix pour la réalisation de la prestation: " RÉALISATION DE MISSION APD ET PRO-DCE D'ETUDE DES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA CHAPELLE SÉPULCRALE DES FAMILLES BRANICKI ET POTOCKI 1864, MONTRÉSOR, FRANCE".

L'attribution du marché est subordonnée au respect des lois locales en matière de construction et de protection des monuments.

I. DESCRIPTION

Mission APD (Avant-Projet Détaillé)

Les études d'avant-projet définitif ont pour objet :

- d'arrêter en plans, coupes et façades (parties en relation avec les charpentes), les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;
- de définir les matériaux et les procédés de restauration;
- de permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme des travaux ;
- d'établir l'estimation du coût prévisionnel par phase des travaux, décomposés en lots séparés;
- de vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité;
- la production de plans, coupes et façades arrêtant les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect;
- l'établissement du phasage et de l'estimation financière des travaux,
- le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100, avec certains détails significatifs au 1/50.

Mission PRO-DCE (Dossier de Consultation des Entreprises)

En prenant en compte les observations éventuelles supplémentaires des organismes de contrôle et de sécurité chantier, l'APD est complétée en PRO. Les ouvrages en pièces graphiques et écrites sont définis plus précisément pour servir à la consultation des entreprises (DCE).

Les pièces écrites (notamment les CCTP) seront adaptées pour un contrat d'une entreprise générale. Le dossier de consultation des entreprises sera composé notamment du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), du Bordereau de Prix Unitaire (BPU) ou de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) , du calendrier prévisionnel des travaux, et d'un dossier de pièces administratives comportant un rapport de présentation de l'opération avec les résultats de l'examen approfondi et les solutions proposées, des documents photographiques de l'existant, une évaluation détaillée des dépenses par corps d'état et une fiche de renseignements complémentaires avec, notamment, la qualification requise des

entreprises.

Les pièces constituant le dossier DCE décriront les ouvrages, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre pour chaque lot.

Dossier remis en 3 version papier et informatique (dossier PDF).

La conception finale et détaillée doit prendre en compte les résultats du scanning 3D et sa métré détaillé, d'APS déjà réalisé et l'arrêté N 68/2023:

- 1) 3D scanning,
- 2) **PROJET DE TRAVAUX DE RESTAURATION, CHAPELLE SÉPULCRALE DES FAMILLES BRANICKI ET POTOCKI 1864, MONTRÉSOR (Indret-Loire), Montrésor 2019,**
- 3) **Arrêté No 68/2023 du 10 octobre 2023.**

II. Les exigences minimales pour l'objet du marché :

L'architecte doit démontrer qu'il a réalisé au moins 3 services comprenant les éléments suivants des projets complets de restauration pour des bâtiments inscrits au registre des monuments historiques, comprenant un programme de travail de conservation spécifique au secteur.

Les services indiqués dans la liste doivent avoir été exécutés au cours des 5 dernières années avant la date limite de soumission des offres. Si la date limite de soumission des offres, et si la période d'activité est plus courte - au cours de cette période.

La liste doit contenir des informations sur l'objet du service (nom du bâtiment ou de l'ensemble de bâtiments, adresse, numéro du registre des monuments historiques), les dates auxquelles les services ont été exécutés et les entités pour lesquelles ils ont été exécutés, ainsi que des preuves de bonne exécution (références ou autres documents préparés par l'entité pour laquelle les services ont été exécutés).

III. Date maximale d'achèvement du contrat :

Jusqu'au 01.12.2025.

IV. Lieu et date limite de soumission des offres :

Les offres doivent être soumises par courrier électronique à l'adresse kontakt@polonika.pl ou par télécopie au numéro +48 22 270 17 77 ou par courrier à l'Institut national du patrimoine culturel polonais à l'étranger POLONIKA, 101 rue Madalińskiego, 02-549 Varsovie ; sur le formulaire d'offre joint à la présente demande de renseignements.

L'offre doit être signée par une personne autorisée conformément à la forme de représentation résultant du registre ou d'un autre document dont découle l'autorisation de la personne. Personne de contact : Monika Garnavault, mgarnavault@polonika.pl, t. 0048 795 950 263

Les offres doivent être soumises avant la date limite du **26 mai 2025 à 12h00.**

Date d'expiration de l'offre : 60 jours à compter de la soumission.

V. Critère de sélection de l'offre :

Les offres seront évaluées sur la base des points attribués. Un maximum de 100 points peut être obtenu.

Méthode de notation :

1. Prix - un maximum de 50 points peut être obtenu

Méthode de notation : (prix brut de l'offre la plus basse parmi toutes les offres examinées) / (prix brut de l'offre examinée).
offres)/(prix brut de l'offre examinée) x50 points

Niveau d'expertise du contractant :

2. Expérience du contractant dans la réalisation de projets de restauration conformes à l'objet du marché, réalisés sur des bâtiments historiques légalement protégés, **en France** - un maximum de 30 points peut être obtenu.

Méthode de notation : 1-5 projets - 10 points, 6-15 projets - 20 points, 16 projets et plus - 30 points

3. Expérience du contractant dans la réalisation de projets de restauration conformes à l'objet du contrat, réalisés sur des sites patrimoniaux légalement protégés (**hors territoire français**) - un maximum de 20 points peut être obtenu.

Méthode de notation : 1-5 projets - 10 points, 6-15 projets - 15 points, 16 et plus - 20 points

VI. Autres informations relatives à l'appel d'offres

1. La procédure d'attribution du marché est menée au moyen d'une demande de devis dont la valeur du marché est inférieure à 130 000,00 PLN.
2. La procédure d'attribution du marché n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 11 septembre 2019. - Loi sur les marchés publics.
3. Un contractant ne peut soumettre qu'une seule offre pour une partie donnée du marché. La présentation de plus d'une offre entraînera le rejet de toutes les offres soumises par l'opérateur économique.
4. L'offre est signée par les personnes autorisées à faire des déclarations de volonté au nom de l'opérateur économique.
5. L'opérateur économique peut demander à l'administration contractante des éclaircissements sur le contenu de la demande de renseignements au moins 2 jours avant la date limite de remise des offres. L'Administration contractante envoie le contenu des demandes, ainsi que les réponses, aux entrepreneurs auxquels la demande a été adressée.
6. Est considérée comme la plus avantageuse l'offre qui répond aux exigences spécifiées dans la demande de cotation et qui obtient le plus grand nombre de points dans les critères d'évaluation des offres.
7. Les offres qui ne satisfont pas à toutes les exigences spécifiées dans la demande de cotation seront rejetées. L'autorité contractante rejette l'offre si
 - a) elle n'est pas conforme à la demande de cotation,
 - b) elle a été soumise après la date limite de soumission des offres,
 - c) les circonstances visées au point 3 se produisent,
 - d) l'offre a été soumise par un contractant faisant l'objet d'une exclusion en vertu de l'article 7, paragraphe 1, de la loi du 13 avril 2022 sur les solutions spéciales pour contrer le soutien à l'agression contre l'Ukraine et pour protéger la sécurité nationale (Journal officiel de 2022, point 835).
8. L'autorité contractante se réserve le droit d'annuler la procédure dans le cas où :
 - a) aucune offre n'a été reçue dans le cadre de la procédure,
 - b) aucune offre non rejetable n'a été soumise dans le cadre de la procédure,
 - c) l'offre la moins chère dépasse le montant alloué par l'Autorité contractante pour le financement du marché.

9. L'Administration contractante se réserve le droit de clore la procédure sans retenir d'offre, sans avoir à motiver sa décision.

10. L'Administration contractante se réserve le droit de prolonger le délai de soumission d'une offre sans avoir à motiver sa décision ni à en supporter les conséquences juridiques et financières.

S'il s'avère que le contractant dont l'offre a été retenue se soustrait à la conclusion du contrat, l'autorité contractante peut choisir l'offre la plus avantageuse parmi les offres restantes sans les réévaluer.

L'administration contractante informe que les projets/documents et autres éléments requis soumis avec l'offre ne sont pas retournables. L'autorité contractante ne prévoit aucun remboursement des frais encourus par les contractants dans le cadre de la préparation des projets/matériels et de la soumission de l'offre.

La demande de renseignements ci-dessus ne constitue pas une offre au sens de l'article 66, paragraphe 1, du code civil. Ces informations sont uniquement destinées à identifier le marché et à prendre connaissance de l'offre de prix pour la mise en œuvre du service.

ZAPYTANIE O CENĘ W CELU ROZEZNANIA RYNKU

Zamawiający zaprasza architektów zabytków, posiadających dyplom l'École de Chaillot i sprawujących nadzór budowlany, do złożenia oferty cenowej na realizację usługi: „WYKONANIE DOKUMENTACJI WYKONAWCZEJ PROJEKTU REMONTU KONSERWATORSKIEGO KAPLICY GROBOWEJ BRANICKICH I POTOCKICH W MONTRESOR, FRANCJA

Warunkiem koniecznym udzielenia zamówienia jest realizacja zgodnie z miejscowymi przepisami prawa budowlanego i ochrony zabytków.

I. OPIS PRZEDMIOTU ZAMÓWIENIA:

Zadanie APD Szczegółowy projekt

Celem studiów wstępnych projektu ostatecznego jest:

- ustalenie na planach, przekrojach i elewacjach (części związanych z konstrukcją szkieletową) wymiarów obiektu oraz jego wyglądu;
- określenie materiałów i metod renowacji;
- umożliwienie inwestorowi ostatecznego ustalenia programu prac;
- oszacowanie przewidywanych kosztów poszczególnych etapów prac, w podziale na oddzielne partie;
- sprawdzenie zgodności z różnymi przepisami, w szczególności dotyczącymi higieny i bezpieczeństwa;
- opracowanie planów, przekrojów i elewacji określających wymiary obiektu oraz jego wygląd;
- ustalenie harmonogramu i kosztorysu prac,
- poziom szczegółowości odpowiada planom sporządzonym w skali 1:100, z niektórymi istotnymi szczegółami w skali 1:50.

Zadanie PRO-DCE:

Zadanie PRO-DCE (dokumentacja konsultacyjna dla przedsiębiorstw)

Uwzględniając ewentualne dodatkowe uwagi organów kontroli i bezpieczeństwa budowy, dokumentacja APD jest uzupełniana do wersji PRO. Roboty budowlane w formie graficznej i pisemnej są dokładniej określone, aby służyć do konsultacji z przedsiębiorstwami (DCE).

Dokumenty pisemne (w szczególności CCTP) zostaną dostosowane do zatrudnienia generalnego wykonawcy.

Dokumentacja konsultacyjna dla przedsiębiorstw będzie składać się w szczególności z: Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) (specjalnych warunków administracyjnych), Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (specjalnych warunków technicznych), Bordereau de Prix Unitaire (BPU) (wykazu cen jednostkowych) lub Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) (zestawienia ceny globalnej i ryczałtowej), wstępnego harmonogramu prac oraz dokumentacji administracyjnej zawierającej raport z przedstawienia operacji wraz z wynikami szczegółowej analizy i proponowanymi rozwiązaniami, dokumentacji fotograficznej stanu istniejącego, szczegółowej oceny wydatków według rodzajów robót oraz arkusza informacji uzupełniających zawierającego w szczególności wymagane kwalifikacje przedsiębiorstw.

Dokumenty składające się na dokumentację DCE będą zawierały opis robót, charakter i właściwości materiałów oraz warunki ich wykonania dla każdej partii.

Ilość egzemplarzy papierowych 3 i elektroniczny (PDF) .

Projekt winien uwzględniać wyniki opracowań SKANU 3D z pomiarami, projektem i decyzją 63/2023:

- 4) 3D scanning,
- 5) PROJET DE TRAVAUX DE RESTAURATION, CHAPELLE SÉPULCRALE DES FAMILLES BRANICKI ET POTOCKI 1864, MONTRÉSOR (Indret-Loire), Montrésor 2019,
- 6) Arrêté No 68/2023 du 10 octobre 2023.

II. Zamawiający określa minimalne wymagania dotyczące podmiotu wykonującego przedmiot zamówienia:

Architekt musi wykazać, że wykonał co najmniej 3 usługi polegające na wykonaniu kompleksowych projektów remontów konserwatorskich budynków wpisanych do rejestru zabytków, w skład których wchodził branżowy program prac konserwatorskich.

Usługi wskazane w wykazie winny być wykonane w okresie ostatnich 5 lat przed upływem terminu składania ofert, a jeżeli okres prowadzenia działalności jest krótszy - w tym okresie.

Wykaz powinien zawierać informacje o przedmiocie usługi (nazwa budynku lub zespołu budowlanego, adres, numer rejestru zabytków), datach wykonania i podmiotów, na rzecz których usługi zostały wykonane wraz z dowodami potwierdzającymi należyte wykonanie (referencje bądź inne dokumenty sporządzone przez podmiot na rzecz którego usługi zostały wykonane). Usługi wskazane w wykazie winny być wykonane w okresie ostatnich 5 lat przed upływem terminu składania ofert, a jeżeli okres prowadzenia działalności jest krótszy - w tym okresie.

III. Maksymalny termin realizacji zamówienia:

Do dnia 01.12.2025 r.

IV. Miejsce i termin składania ofert:

Oferty należy składać pośrednictwem poczty elektronicznej na adres kontakt@polonika.pl lub za pośrednictwem faksu na nr +48 22 270 17 77 lub listownie do Narodowego Instytutu Polskiego Dziedzictwa Kulturowego za Granicą POLONIKA, ul. Madalińskiego 101, 02-549 Warszawa; na formularzu ofertowym załączonym do niniejszego zapytania.

Oferta powinna być podpisana przez osobę upoważnioną, zgodnie z formą reprezentacji wynikającą z rejestru lub innego dokumentu, z którego wynika umocowanie danej osoby. Osoba wskazana do kontaktu: Monika Garnavault, mgarnavault@polonika.pl, t. 0048 795 950 263.

Oferty należy złożyć w nieprzekraczalnym terminie do dnia 26 maja 2025 r. do godz. 12:00.

Termin ważności oferty: 60 dni od złożenia.

V. Kryterium wyboru oferty:

Oferty zostaną ocenione na podstawie przyznanych punktów. Maksymalnie można uzyskać 100 pkt.

Sposób punktowania:

1. **Cena całkowita** – maksymalnie można uzyskać 50 pkt

Sposób punktowania: (cena brutto oferty najniższej spośród wszystkich badanych ofert)/(cena brutto oferty badanej) x50 pkt

Poziom wiedzy specjalistycznej wykonawcy:

2. **Doświadczenie wykonawcy w realizacji projektów konserwatorskich remontów zgodnych z przedmiotem zamówienia, prowadzonych przy obiektach zabytkowych prawnie chronionych, na terenie Francji** – maksymalnie można uzyskać 30 pkt.

Sposób punktowania: 1-5 projektów – 10 pkt, 6-15 projektów – 20 pkt, 16 projektów i więcej – 30 pkt

3. **Doświadczenie wykonawcy w realizacji projektów remontów konserwatorskich zgodnych z przedmiotem zamówienia, prowadzonych przy obiektach objętych ochroną prawną (z wyłączeniem terenu Francji)** – maksymalnie można uzyskać 20 pkt.

Sposób punktowania: 1-5 projektów – 10 pkt, 6-15 projektów – 15 pkt, 16 i więcej – 20 pkt

VI. Pozostałe informacje związane z zapytaniem ofertowym:

1. Postępowanie o udzielenie zamówienia prowadzone jest w trybie zapytania ofertowego o wartości zamówienia poniżej kwoty 130.000,00 zł.
2. Postępowanie o udzielenie zamówienia nie podlega przepisom ustawy z dnia 11 września 2019 r. - Prawo zamówień publicznych.
3. Wykonawca może złożyć tylko jedną ofertę na daną część zamówienia. Złożenie więcej niż jednej oferty spowoduje odrzucenie wszystkich ofert złożonych przez Wykonawcę.
4. Oferta powinna być podpisana przez osoby upoważnione do składania oświadczeń woli w imieniu Wykonawcy.
5. Wykonawca może zwrócić się do Zamawiającego o wyjaśnienie treści zapytania ofertowego na co najmniej 2 dni przed upływem terminu składania ofert. Zamawiający treść zapytań wraz z odpowiedziami przesyła wykonawcom, do których skierował zapytanie ofertowe.
6. Za najkorzystniejszą zostanie uznana oferta, która będzie zgodna z wymogami określonymi w zapytaniu ofertowym oraz uzyska największą liczbę punktów w kryteriach oceny ofert.
7. Oferty nie spełniające wszystkich wymogów określonych zapytaniem ofertowym będą odrzucone. Zamawiający odrzuci ofertę, jeżeli:
 - a) jest niezgodna z zapytaniem ofertowym,
 - b) została złożona po terminie wyznaczonym do składania ofert,
 - c) zajął okoliczności określone w ust. 3,
 - d) oferta została złożona przez Wykonawcę podlegającego wykluczeniu na podstawie art. 7 ust. 1 ustawy z dnia 13 kwietnia 2022 r. ustawy o szczególnych rozwiązaniach w zakresie przeciwdziałania wspieraniu agresji na Ukrainę oraz służących ochronie bezpieczeństwa narodowego (Dz.U. z 2022 r. poz. 835)
8. Zamawiający zastrzega sobie prawo do unieważnienia postępowania w przypadku, gdy:
 - a) w postępowaniu nie wpłynęła żadna oferta,
 - b) w postępowaniu nie złożono oferty niepodlegającej odrzuceniu,
 - c) oferta z najniższą ceną przewyższa kwotę, jaką Zamawiający przeznaczył na sfinansowanie zamówienia.
9. Zamawiający zastrzega sobie prawo do zamknięcia postępowania bez dokonania wyboru oferty nie podając przyczyny.
10. Zamawiający zastrzega sobie prawo do przedłużenia terminu składania oferty bez podania przyczyn i ponoszenia jakichkolwiek skutków prawnych i finansowych.

W przypadku, gdy okaże się, że Wykonawca, którego oferta została wybrana będzie uchylał się od zawarcia umowy zamawiający może wybrać ofertę najkorzystniejszą spośród pozostałych ofert, bez przeprowadzenia ich ponownej oceny.

Zamawiający informuje, że złożone wraz z ofertą projekty/dokumenty i inne wymagane elementy nie podlegają zwrotowi. Zamawiający nie przewiduje zwrotu kosztów poniesionych przez Wykonawców w związku z przygotowaniem projektów/materiałów i złożeniem oferty.

Powyższe zapytanie nie stanowi oferty w rozumieniu art. 66 § 1 Kodeksu Cywilnego. Informacja ta ma na celu wyłącznie rozpoznanie rynku i uzyskanie wiedzy nt. oferty cenowej na realizację usługi.